Communiqué de presse

083/ 26

Montreuil, le 14 septembre 2026

15 septembre : une journée de mobilisation pour alerter sur les besoins de financement des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux

Si la période COVID, la canicule de 2003 et celle de cet été ont été des crises révélatrices des manques, des besoins et des impacts du sous-financement, les difficultés s'expriment pourtant aussi au quotidien. Des hôpitaux endettés par une politique d'investissement basée sur l'emprunt à des taux d'intérêt grevant leurs budgets, 85 % des EHPAD publics en déficit, un secteur privé participant au service public connaissant les mêmes difficultés budgétaires : seul le secteur marchand se porte bien et continue de faire des profits.

À cela se rajoutent les déremboursements, l'augmentation des mutuelles, la pénalisation des arrêts maladie avec les jours de carence, l'abattement de 10 % du salaire par jour d'arrêt dans la Fonction publique hospitalière et la baisse des primes en fonction de « *l'absentéisme* ».

Des professionnel·les maltraité·es, un accès aux soins qui recule, des prises en charge qui se dégradent font partie des conséquences du sous-financement que subit, depuis de trop nombreuses années, le système de santé et d'action sociale. La casse de la Sécu et des services publics, la casse du statut des fonctionnaires et des conventions collectives sont des hold-ups qui nourrissent l'accroissement de l'inégalité de la répartition des richesses produites.

Des professions mal reconnues, avec des salaires parmi les plus bas des pays de l'OCDE, entraînent des difficultés de recrutement poussant à des fermetures de lits. Des effectifs notoirement insuffisants avec des équipes en effectifs minimums. Un nombre d'heures travaillées dépassant les normes. Une pénibilité physique et psychique non prise en compte. Des locaux inadaptés et du matériel insuffisant. Un manque de lits et de structures entraînant des délais d'attente intolérables, un turnover des patients souvent synonyme de sorties précoces, des souffrances et des morts évitables.

Le 15 septembre, à l'appel de la Fédération Santé Action sociale, des manifestations sont organisées à Rennes, Marseille, Paris, Toulouse, Montpellier, Lille, Angoulême ; des rassemblements devant les antennes de l'ARS en Champagne-Ardenne, à Rochefort ; une table ronde publique pour débattre du PLFSS avec les députés, sénateurs et les directeurs des hôpitaux de Corrèze ; un village santé à Bordeaux ; des jonctions avec les personnels des organismes sociaux, du secteur de l'énergie, les cheminots, les retraités.

Cette journée marquera notre détermination à tout mettre en œuvre pour que les débats sur le PLF et le PLFSS prennent en compte la situation de notre secteur. La Sécurité sociale et les services publics sont notre bien commun, le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale 2027 ne peuvent pas se décider sans nous. Ce sera l'occasion d'appeler à l'amplification de la mobilisation et à la grève, notamment le 29 septembre.

Il n'y a pas de déficit, mais un manque de financement pour couvrir les besoins. La CGT porte des solutions pour renforcer la Sécurité sociale et les services publics, pour donner les conditions aux agent·es et salarié·es du secteur de la santé et de l'action sociale de travailler correctement et de vivre dignement, pour pouvoir investir dans une société qui développe le bien-être pour tous et sait répondre aux crises. Il est temps que la démocratie fonctionne et que nos revendications et propositions soient prises en compte.

Fédération de la Santé et de l'Action Sociale

Responsable Communication - Jérémi Prigent : 06 51 86 19 97 / Case 538 - 263 rue de Paris - 93515 Montreuil CEDEX